Mémoire à l'intention du gouvernement du Canada
Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2026

Présenté par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

Date : Le 7 septembre 2026

La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE) est une alliance nationale d'organisations provinciales et territoriales qui représentent plus de 370 000 enseignantes et enseignants et autres travailleurs et travailleuses des écoles publiques au Canada. Elle promeut une éducation publique inclusive de qualité, défend l'enseignement comme profession et milite pour l'octroi de ressources suffisantes, les droits des travailleurs et travailleuses, et la justice sociale au Canada et dans le monde entier.

L'éducation publique est la pierre angulaire d'une économie et d'une démocratie prospères. En effet, un système d'éducation publique équitable et bien financé permet à l'ensemble des jeunes, indépendamment de leur milieu, d'acquérir la pensée critique et les compétences nécessaires pour participer pleinement à la vie en société et à l'économie moderne. Les actions du gouvernement fédéral ont de vastes répercussions et une grande influence sur le bien public, notamment sur l'éducation. Investir dans celle-ci entraîne des avantages économiques à long terme, par exemple un taux d'emploi plus élevé, une productivité accrue et une plus grande innovation scientifique et sociale. En outre, l'éducation favorise l'épanouissement de citoyennes et citoyens informés et engagés, pleinement en mesure de participer au processus démocratique et de contribuer à la cohésion sociale.

Le bien public, qu'on pense à des communautés saines, à des sociétés sûres et à une prospérité partagée, repose sur un accès équitable à une éducation publique de qualité. Renforcer le système d'éducation publique du Canada doit être une priorité absolue pour tout gouvernement qui cherche à bâtir une nation plus résiliente, inclusive et novatrice.

- **Recommandation :** Investir dans des mesures de soutien transformatrices en santé mentale en mettant l'accent sur les ressources en milieu scolaire.

- **Recommandation :** Garantir aux enfants un accès à l'école publique de la maternelle à la 12e année indépendamment de leur statut d'immigration.

- **Recommandation :** Investir dans la littératie critique en IA pour les classes de la maternelle à la 12e année et dans les technologies éducatives canadiennes.

- **Recommandation :** Investir dans des infrastructures scolaires résilientes aux changements climatiques et des mesures de protection contre la chaleur.

- **Recommandation :** Accroître le soutien financier aux élèves autochtones dans les réserves et en dehors.

Recommandation : Investir dans des mesures de soutien transformatrices en santé mentale en mettant l'accent sur les ressources en milieu scolaire.

La santé mentale demeure une problématique importante dans les écoles du Canada, qui sont, rappelons-le, des microcosmes de la société. L'intelligence artificielle vient exacerber le problème chez nos enfants et nos jeunes. Les élèves, les membres du corps enseignant et les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation vivent des niveaux élevés d'épuisement, de stress et de traumatisme alimentés par les contrecoups de la pandémie, une charge de travail toujours plus lourde, le manque de soutien ainsi que des enjeux sociaux plus vastes, comme l'itinérance, les problèmes de dépendance et la pauvreté.

Dans une étude menée auprès de plus de 5 000 membres du personnel de l'éducation au Canada, 72 % des répondantes et répondants ont décrit leur charge de travail comme étant ingérable, et 80 % ont déclaré être à peine ou tout juste capables de gérer le stress quotidien d'enseigner. Parallèlement, la santé mentale des jeunes se détériore à un rythme alarmant. Selon l'Enquête canadienne sur la santé des enfants et des jeunes de Statistique Canada, « parmi les 88 % de jeunes qui ont évalué leur santé mentale comme étant "bonne", "très bonne" ou "excellente" en 2019, environ 1 sur 5 (21 %) a déclaré que sa santé mentale était devenue "passable" ou "mauvaise" en 2023 ». Ces réalités auxquelles sont confrontées les communautés scolaires sont le reflet de ce qui se passe dans la société canadienne en général.

La CTF/FCE appuie la création par le gouvernement fédéral du poste de ministre de la Santé mentale et des Dépendances. Elle estime cependant qu'il est urgent d'investir pour passer de l'intention à l'action.

Nous demandons au gouvernement fédéral :

- de fournir aux provinces et aux territoires un financement de 4,5 milliards de dollars sur cinq ans par l'intermédiaire d'un transfert canadien en matière de santé mentale, assorti de dispositifs de reddition de compte pour s'assurer que les fonds se rendent bien dans les écoles et les communautés, là où le personnel de l'éducation et les élèves peuvent avoir un accès direct aux ressources;
- de préciser que les fonds octroyés dans le cadre du transfert canadien en matière de santé mentale doivent cibler les services de santé mentale en milieu scolaire, ce qui comprend l'accès à des psychologues, à des travailleurs sociaux ou travailleuses sociales, et à des programmes de soutien de la santé mentale;
- de reconnaître les besoins du personnel enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation en matière de santé mentale, et de prévoir des mesures de soutien adaptées à leurs réalités.

Il est primordial de se pencher sur la question de la santé mentale si l'on veut améliorer le bien-être des Canadiennes et Canadiens, renforcer nos systèmes d'éducation et permettre aux élèves et au personnel enseignant de s'épanouir dans leurs milieux d'apprentissage et de travail. Le manque d'accès à des services de soutien en santé mentale nuit aux résultats scolaires et, au bout du compte, à la viabilité du système d'éducation et à la vitalité socioéconomique du pays.

Recommandation : Garantir aux enfants un accès à l'école publique de la maternelle à la 12e année indépendamment de leur statut d'immigration

Les changements récemment apportés au système d'immigration canadien ont laissé partout au pays des familles aux prises avec les difficultés engendrées par l'expiration d'un permis ou d'autres documents d'immigration. Les enfants ne devraient pas avoir à interrompre leur scolarité en raison de leur statut migratoire ou de celui de leurs parents. Il incombe au gouvernement fédéral de s'assurer que la prolongation des permis d'études soit accordée sans délai indu et que les provinces et territoires, les conseils scolaires, le personnel de l'éducation et les familles comprennent bien les dispositions de la loi fédérale en matière d'immigration permettant à un enfant de fréquenter l'école.

Selon des données recueillies par Statistique Canada, les détenteurs et détentrices d'un permis d'études échu en attente d'une prolongation ont dû attendre plus de 43 jours pour l'obtenir dans 50 % des cas, et plus de 100 jours dans 20 % des cas. En septembre 2025, le Canada comptait plus de 167 000 élèves de l'élémentaire et du secondaire ayant un permis d'études.
Le manque d'uniformité dans l'interprétation des règles fédérales en matière d'immigration peut compromettre inutilement l'accès à l'éducation de certains enfants.

Nous demandons au gouvernement fédéral :

- **d'investir 15 millions de dollars sur trois ans à compter de 2027-2028 pour qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada mette en place une initiative nationale d'accès à l'école, de la maternelle à la 12e année, en collaboration avec les provinces et les territoires, le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), les conseils scolaires et les organismes d'aide à l'installation.** Cette initiative permettrait d'uniformiser les directives, la formation, les ressources et la documentation multilingues pour que les autorités compétentes du milieu de l'éducation, le personnel scolaires et les familles comprennent les modalités d'accès d'un enfant à l'école élémentaire ou secondaire établies par la loi fédérale sur l'immigration et la législation provinciale ou territoriale en vigueur — notamment en cas d'expiration des documents d'immigration ou lorsqu'un enfant ou sa famille n'ont pas de statut migratoire. L'initiative devrait prévoir des mécanismes pour empêcher qu'un enfant doive interrompre sa scolarité durant le traitement d'une demande d'immigration ou de rétablissement de statut.

Recommandation : Investir dans la littératie critique en IA pour les classes de la maternelle à la 12e année et dans les technologies éducatives canadiennes

En 2023, des représentantes et représentants des 18 organisations membres et associées de la CTF/FCE (qui défendent les droits de plus de 370 000 membres du personnel de l'éducation) ont demandé que des mesures soient prises face au déploiement de l'intelligence artificielle dans les écoles publiques. Depuis, la Fédération s'est dotée d'une stratégie pluriannuelle axée sur la recherche et l'action politique visant à assurer une utilisation sûre et responsable de l'IA dans les classes, de la maternelle à la 12e année.

Depuis la soumission de notre précédent mémoire, le gouvernement fédéral a pris des mesures pour protéger les élèves. L'IA pour tous est une initiative nationale de littératie en matière d'intelligence artificielle qui prévoit un investissement de 30 millions de dollars dans CodeCan pour que les jeunes et le personnel de l'éducation de la maternelle à la 12e année puissent bénéficier d'une formation gratuite afin d'acquérir des compétences numériques. Le projet de loi C-36 renforce les normes encadrant le traitement des données des enfants et la transparence du processus lorsque des données sont utilisées dans le cadre de décisions automatisées. Le projet de loi C-34, qui établit la Commission canadienne de la sécurité numérique, impose aux exploitants de services de médias sociaux et de services d'agents conversationnels alimentés par l'IA l'obligation de protéger les enfants et d'agir de manière responsable. La CTF/FCE se réjouit de ces avancées.

Alors que la stratégie canadienne en matière d'IA prend son essor, il reste encore beaucoup à faire pour aider le personnel de l'éducation et les élèves de la maternelle à la 12e année à s'y retrouver au milieu de ce grand bouleversement. L'Initiative nationale de littératie en IA vise à rejoindre un million d'étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire en début de parcours, mais ne prévoit de trousses de formation que pour 3 000 des 420 000 membres du personnel de l'éducation publique que compte le Canada de la maternelle à la 12e année. Le Canada se classe actuellement au 44e rang sur 47 pays en matière de formation et de littératie en IA. Si l'engagement du CodeCan à former 76 000 enseignantes et enseignants supplémentaires par le biais d'organisations sans but lucratif est tout à fait louable, il n'en demeure pas moins que bon nombre de membres du personnel scolaire au pays n'auront pas accès à de la formation.

Plus de 90 % des jeunes du Canada fréquentent des écoles publiques. Les enseignantes et enseignants ne peuvent les aider à développer leur esprit critique face à l'IA sans y être correctement préparés. Il faut garantir un accès équitable à la littératie en IA dans tout le pays et, surtout, **veiller à ce que les programmes soient définis et conçus en partenariat avec le personnel de l'éducation et les élèves**. Le gouvernement doit prendre les devants et financer des mesures en ce sens avant que les géants de la technologie ne s'en mêlent et financent des initiatives qui servent leurs intérêts au détriment des droits des enfants.

La recherche montre de plus en plus l'urgence de développer la littératie critique en IA. La dépendance débridée à l'IA générative affaiblit la pensée critique, les compétences rédactionnelles et l'acquisition de notions mathématiques*. Selon l'OCDE, le recours à l'IA peut créer la fausse impression que les élèves apprennent réellement*. Brookings* estime

* Liens renvoyant vers des sources disponibles en anglais seulement.

que les risques posés par le recours à l'IA dans les classes de la maternelle à la 12e année l'emportent à l'heure actuelle sur les bénéfices potentiels et met en garde contre une érosion des capacités cognitives des élèves. La CTF/FCE a mené en 2026 un sondage auprès de 6 200 membres du personnel de l'éducation au Canada, dans lequel les personnes répondantes se sont à maintes reprises dites préoccupées par l'impact de l'IA sur la capacité de réflexion des élèves. Il y a tout lieu de croire que laisser la qualité de l'éducation publique faire les frais de l'IA aura de graves conséquences sur la démocratie, la prospérité et l'innovation.

La stratégie industrielle du Canada en matière d'IA comprend également des lacunes. L'éducation n'y figure pas au nombre des secteurs prioritaires en dépit de son importante influence sur les débouchés qui s'offrent aux jeunes Canadiennes et Canadiens. Le Programme de missions en IA s'engage à consacrer 200 millions de dollars pour soutenir des projets de grande envergure dans le secteur de la santé. Le gouvernement devrait faire un investissement comparable en éducation s'il entend réellement protéger les droits des enfants et leur bien-être à long terme. Consacrer une mission à l'éducation permettrait de soutenir le développement au Canada de technologies éducatives conçues en collaboration avec le personnel enseignant et les élèves, et axées sur les besoins réels des écoles plutôt que sur le profit du secteur privé. Le système scolaire pourrait ainsi réduire sa dépendance envers les plateformes technologiques appartenant à des entreprises américaines ayant des antécédents d'atteintes à la sécurité des données, ce qui constituerait une étape importante vers la réalisation des ambitions du Canada en matière de souveraineté numérique. Aux Pays-Bas, le laboratoire national de l'IA en éducation (NOLAI) propose un modèle éprouvé où le personnel enseignant et les entreprises collaborent à la création de technologies; un exemple que les instituts canadiens de l'IA pourraient tout à fait adapter. Nous demandons au gouvernement fédéral :

- d'investir 250 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2027-2028 pour financer la mise en place d'une Initiative nationale de littératie critique en IA pour les écoles de la maternelle à la 12e année. S'inspirant de CodeCan, cette initiative pancanadienne viserait à ce qu'aucun membre du personnel de l'éducation ni aucun élève ne soit laissé pour compte dans l'acquisition des compétences essentielles qui leur seront nécessaires pour s'épanouir dans ce nouvel écosystème numérique. L'initiative devrait être le fruit d'une collaboration entre les organisations de l'enseignement, le monde de la recherche, la société civile et des spécialistes du secteur public, et devrait être déployée en étroite concertation avec les provinces et les territoires. Le financement doit se rendre jusque dans les communautés scolaires rurales, éloignées, nordiques et autochtones, et les ressources doivent être offertes en anglais, en français, ainsi qu'en langues autochtones.

- d'accorder **200 millions de dollars sur cinq ans** à une mission en IA consacrée aux technologies éducatives au service de l'intérêt public, qui soit équivalente à la mission en santé. Les outils d'IA conçus en véritable collaboration avec les membres du corps enseignant, les élèves et les communautés ont une base pédagogique plus solide, inspirent davantage confiance au personnel enseignant et répondent mieux aux besoins des classes. Aux Pays-Bas, le NOLAI représente un modèle prometteur, qui permet au personnel enseignant et aux entreprises de collaborer à la création et à l'encadrement responsable de technologies dans l'intérêt du public. Ce modèle pourrait être repris par les instituts canadiens de l'intelligence artificielle, Mila, Vector et Amii. Les outils conçus dans le cadre de cette mission feraient l'objet d'une

évaluation indépendante de leur sûreté et de leur efficacité avant leur déploiement, et les données recueillies sur les élèves ou le personnel de l'éducation seraient conservées en toute sécurité au Canada.

- d'investir 50 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2027-2028 pour soutenir un partenariat de recherche entre le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et les Instituts de recherche en santé du Canada visant à mener une étude longitudinale indépendante au sujet des effets de l'IA sur le développement cognitif, la santé mentale, l'équité et l'inclusion dans les écoles de la maternelle à la 12e année. Tous les échelons de gouvernement disposeraient ainsi de données probantes sur lesquelles s'appuyer pour prendre des décisions éclairées concernant l'utilisation responsable de l'IA dans les classes de la maternelle à la 12e année pour protéger les droits des enfants.

Recommandation : Investir dans des infrastructures scolaires résilientes aux changements climatiques et des mesures de protection contre la chaleur

Les changements climatiques touchent l'ensemble de la population canadienne. Pendant que la planète se réchauffe, entraînant un bouleversement inédit des variations climatiques habituelles, nous devons adapter nos infrastructures pour qu'elles continuent de protéger la santé et d'assurer la sécurité et le confort des Canadiennes et Canadiens. D'un bout à l'autre du pays, les organisations membres et associées de la CTF/FCE déplorent que les infrastructures scolaires n'aient pas évolué au même rythme que les changements climatiques. Les classes deviennent de véritables saunas dès le printemps, il faut parfois ouvrir les fenêtres en plein mois de janvier et, dans certaines régions, le risque d'inondation ou d'incendie est devenu constant.

Les projets d'immobilisations sont au cœur de nombreux plans établis par le gouvernement du Canada pour stimuler l'économie à long terme. Dans ces projets devraient figurer des mesures de gestion de la chaleur et la mise à niveau des infrastructures scolaires publiques pour les rendre résilientes aux changements climatiques. Les enfants du Canada ont droit à des écoles sécuritaires et confortables, qui soient propices à l'apprentissage.

Bien que le gouvernement fédéral ait mis en place le programme Bâtiments communautaires verts et inclusifs pour adapter les infrastructures communautaires aux changements climatiques, les écoles de la maternelle à la 12^{e} année en sont explicitement exclues. Il y avait, il y a quelques années, un programme qui venait directement en aide aux municipalités, aux universités, aux écoles et aux hôpitaux désireux d'investir dans des rénovations écologiques. Nous sommes d'avis qu'il faudrait créer un programme semblable.

Nous demandons au gouvernement fédéral :

- de relancer le volet du Fonds d'incitation à l'action pour le climat qui ciblait les municipalités, les universités, les écoles et les hôpitaux, et d'allonger la liste des dépenses admissibles à un remboursement afin de favoriser à la fois l'efficacité énergétique et la résilience aux changements climatiques.

Recommandation : Accroître le soutien financier aux élèves autochtones dans les réserves et en dehors

La CTF/FCE est d'avis que les élèves autochtones du Canada ont besoin d'un meilleur soutien aussi bien dans les réserves qu'en dehors de leurs communautés. Les Autochtones, qui représentent l'une des populations les plus jeunes au Canada, sont appelés à jouer un rôle essentiel dans l'avenir du pays. Il importe d'aider les organisations autochtones à l'échelle nationale et les communautés autochtones à l'échelle locale à éliminer l'écart entre les résultats scolaires des enfants autochtones et ceux des enfants non autochtones.

Informés de la nette baisse du financement accordé par des programmes comme le Principe de Jordan aux élèves des Premières Nations, le Comité consultatif de l'éducation autochtone (CCEA) et le Conseil d'administration de la CTF/FCE sont d'avis que le soutien aux élèves autochtones de tout le Canada constitue une étape fondamentale sur le chemin de la réconciliation économique et de la réconciliation en éducation.

Bien que la CTF/FCE ne soit pas une organisation autochtone, elle bénéficie des conseils du CCEA qui, composé d'enseignantes et enseignants des Premières Nations, inuit et métis de toutes les régions du pays, guide son travail en matière d'éducation autochtone. Le CCEA croit fermement que l'enseignement des langues autochtones est le fondement sur lequel peut s'appuyer une véritable réconciliation en ce qui concerne le financement de l'éducation. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de préserver et de revitaliser ces langues.

Comme toujours, la CTF/FCE encourage le gouvernement du Canada à aller écouter directement ce que les Autochtones et leurs organisations proposent pour éliminer l'écart en éducation. La CTF/FCE appuie sans réserve les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation et, en particulier, les appels 7, 8, 9 et 10, qui concernent directement l'éducation.

Nous demandons au gouvernement fédéral :

- de travailler avec les organisations autochtones à l'échelle nationale et les communautés autochtones à l'échelle locale, de même qu'avec des intervenants non autochtones de l'éducation pour éliminer l'écart entre les résultats scolaires des enfants autochtones et ceux des enfants non autochtones du Canada.
- de réunir les premières et premiers ministres à l'occasion d'une rencontre sur l'éducation axée principalement sur la revitalisation des langues autochtones.
- d'investir **un milliard de dollars sur cinq ans à compter de 2027-2028, puis 200 millions de dollars annuellement par la suite** pour établir un Fonds pour les langues autochtones en éducation permettant de conclure des ententes tripartites fondées sur les distinctions entre le gouvernement du Canada, les gouvernements et organisations autochtones, et les provinces et territoires, afin d'élargir l'accès à l'enseignement des langues autochtones dans les écoles publiques.

Conclusion

Investir dans l'éducation publique, c'est contribuer à bâtir une nation. C'est essentiel à la croissance économique, au développement communautaire, à la santé publique et à la santé de notre démocratie. La CTF/FCE exhorte le gouvernement fédéral à faire du budget de 2026 un budget pour l'éducation, l'équité et le bien public. Plus que des dépenses, nos recommandations sont des investissements à long terme dans l'avenir du Canada.

En attendant de discuter plus en détail de ces propositions avec le gouvernement, nous le remercions de sa collaboration continue avec les travailleurs et travailleuses de l'éducation d'un bout à l'autre du pays.

Personne-ressource

Mark Garcia, coordonnateur de l'action politique et des relations avec les gouvernements
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE)
mgarcia@ctf-fce.ca
Cellulaire : 905-923-9523